



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 JUILLET 1945

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 21st, 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTEUR PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTEUR PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 237148. Dame Amelia Jezik, demanderesse, vs William Pascas, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 12ième jour de juillet 1945.

Montréal, 13 juillet 1945.

Les Procureurs de la demanderesse,
10040 SLAPACK & CHARLAP.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 237147. Dame Katie Cohen, demanderesse, vs Irving Jaslow, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 12ième jour de juillet 1945.

Montréal, 13 juillet 1945.

Les Procureurs de la demanderesse,
10039 SLAPACK & CHARLAP

Dame Ada Hillaker, épouse de Rolen Charby, cultivateur, de Cherry River, district de St-François, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Magog, le 7 juillet 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
10041-o YVES FOREST.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 237148. Dame Amelia Jezik, Plaintiff, vs William Pascas, Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 12th day of July, 1945.

Montreal, July 13th, 1945.

10040-o SLAPACK & CHARLAP,
Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Québec, District of Montreal, No. 237147. Superior Court, Dame Katie Cohen, Plaintiff, vs Irving Jaslow, Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 12th day of July, 1945.

Montreal, July 13th, 1945.

10039-o SLAPACK & CHARLAP,
Attorneys for Plaintiff.

Dame Ada Hillaker, wife of Rolen Charby, farmer, of Cherry River, district of St. Francis, has taken an action for separation as to property against her husband.

Magog, July 7th, 1945.

10041 YVES FOREST,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 236989. Dame Gilberte Lemire, demanderesse, contre Jules-Hervé Gadoury, défendeur.

Le 6 juillet 1945, Dame Gilberte Lemire, épouse commune en biens de Jules-Hervé Gadoury, journalier, domiciliée à Montréal, rue Chabot, no 5959, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 6 juillet 1945.

L'Avocat de la demanderesse,
10042-o HECTOR LALONDE.

Canada, Province de Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 236989 Dame Gilberte Lemire, plaintiff; against Jules-Hervé Gadoury defendant.

On the 6th of July, 1945, Dame Gilberte Lemire, wife common as to property of Jules-Hervé Gadoury, laborer, domiciled at Montreal, No. 5959 Chabot Street, instituted an action for separation as to property against her husband.

HECTOR LALONDE,
Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 237075. Dame Agnès Adami, coiffeuse, du village Ste-Adèle, district de Terrebonne, épouse de Carl Anderson, maître d'hôtel, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs ledit Carl Anderson, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause, le 9 juillet 1945.

Montréal, le 13 juillet 1945.

Les Procureurs de la demanderesse,
10038 ENGEL & GARDNER.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 237075. Dame Agnès Adami, Coiffeuse, of the Village of Ste Adèle, District of Terrebonne, wife of Carl Anderson, Steward, of the City and District of Montreal, Plaintiff vs the Said Carl Anderson, Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on July 9th, 1945.

Montreal, 13th July 1945.

10038-o ENGEL & GARDNER,
Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Fraternelle de St-Eusèbe", en date du 9 juillet 1945, dont le siège social est à St-Eusèbe, comté de Témiscouata, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10046-o JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Entrepreneurs de la Forêt du Lac St-Jean, de Roberval et de Chicoutimi", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 juillet 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Bruno, district de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10047-o JEAN BRUCHÉSI.

J.-M. NAULT, LIMITÉE

(Règlement concernant la réduction du nombre des directeurs de cinq à trois)

"SUR MOTION dûment secondée, il est résolu à l'unanimité que le règlement suivant soit adopté comme le règlement "A" des règlements de la Compagnie:

ATTENDU qu'il est opportun de diminuer le nombre des directeurs de la Compagnie, sur motion dûment secondée, la Compagnie décrète ce qui suit comme règlement "A" de ses règlements:

Le nombre des Directeurs de la Compagnie J.-M. Nault Limitée est par les présentes fixé à trois Directeurs."

Le Président,
A.-S. NAULT.
Le Secrétaire,
J.-R. TROTTIER.

10045-o

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Fraternelle de St-Eusèbe", under date the ninth day of July, 1945, whereof the head office is at St-Eusèbe, county of Témiscouata, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10046 Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "L'Association des Entrepreneurs de la Forêt du Lac St-Jean, de Roberval et de Chicoutimi", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary of July 18th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Bruno, district of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,
10047 Under Secretary of the Province.

"J. M. NAULT, LIMITEE"

(By-law concerning the decrease in the number of directors from five to three)

"Upon motion duly seconded, it was unanimously resolved that the following by-law be adopted as by-law "A" of the by-laws of the Company:

WHEREAS it is expedient to decrease the number of directors of the company, upon motion duly seconded, the company enacts the following as by-law "A" of its by-laws:

The number of directors of the company "J. M. Nault Limitée", is hereby fixed at three directors."

A. S. NAULT,
President.
J. R. TROTTIER,
Secretary.

10045

Canada, Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GATINEAU
COMTÉ DE PAPINEAU

AVIS

Avis est par le présent donné que la Corporation du Village Gatineau dont la population actuelle, telle que constatée par le recensement du 24 janvier 1945, ordonné par une résolution du Conseil de ladite municipalité adoptée le 8 janvier 1945, est de 3,333 âmes, et pour faire suite aux résolutions adoptées par cette municipalité aux séances du 22 janvier et du 9 avril 1945, et du 20 juin 1945, présentera une requête au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil pour l'obtention de lettres patentes érigeant ladite municipalité de village en municipalité de ville, sous l'empire de la Loi générale des cités et villes.

Le territoire de la nouvelle municipalité de ville sera le même que celui de l'ancienne municipalité de village, ledit territoire se désignant comme suit:

Le village de Gatineau est situé dans le premier rang du canton de Templeton, comté de Hull. Il est borné vers le nord par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang, vers l'est par le lot 14b, vers le sud par la rivière Ottawa, et vers l'ouest en partie par la municipalité de la Pointe Gatineau, et en partie par les lots 22a et 22b.

Ces limites peuvent être plus particulièrement décrites comme suit:

Tout le territoire situé dans le district électoral de Papineau, dans le comté municipal de Hull, comprenant dans le canton de Templeton:

1. Dans le rang I les lots 15, 16a, le lot 16b et ses subdivisions, les lots 17a, 17b, 18a, le lot 18b et ses subdivisions, les lots 18c, 18d, le lot 18e et ses subdivisions, le lot 18f, les lots 19a, 19b, 19c, 19d, 20a, et leurs subdivisions, les lots 20b, 20c, 20d, 21a, 21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21h, 21i, la partie du lot 22b au sud du droit de voie du chemin de fer Pacific Canadien, les lots 22c, 22d, 22e, 22f, 22g, la partie du lot 47 — droit de voie du chemin de fer Pacific Canadien — comprise entre la ligne ouest du lot 21b, et la ligne est du lot 15;

2. Dans l'île Kettle, le lot 1, le lot 2 et ses subdivisions les lots 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, le lot 19 et ses subdivisions, tous du cadastre officiel pour le canton de Templeton, ensemble avec les chemins, rues, avenues, boulevards, ruelles, et le lit de la rivière Ottawa compris dans les limites suivantes: au nord, le côté sud du droit de voie du chemin de fer Pacific Canadien sur la largeur du lot 22b, la ligne séparative des rangs I et II; à l'est, la ligne est du lot 15 du rang I et son prolongement jusqu'à la limite interprovinciale dans la rivière Ottawa; au sud, ladite limite interprovinciale; à l'ouest, la partie de la ligne ouest du lot 21b, du rang I au nord du droit de voie du chemin de fer Pacific Canadien et son prolongement à travers ledit droit de voie, la ligne ouest du lot 22b du rang I, au sud dudit droit de voie, la ligne ouest du lot 22g, du rang I et une ligne courbe dans la rivière Ottawa contournant par l'ouest l'île Kettle pour rejoindre ladite ligne interprovinciale.

La nouvelle municipalité sera désignée sous le nom de "Ville de Gatineau".

Donné au Village de Gatineau, ce 29ième jour du mois de juin 1945.

Le Secrétaire trésorier de la Corporation
du Village de Gatineau,
LÉO GIROUX.

9864-27-4-o

Canada, Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF GATINEAU
COUNTY OF PAPINEAU

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of Gatineau whose actual population, according to the census of the 24th of January, 1945, ordered by a resolution of the Council of the said municipality adopted the 8th of January, 1945, is 3,333 souls, and to carry out the resolutions adopted by the said municipality at the meetings of the 22nd of January and the 9th of April, 1945, and the 20th of June, 1945, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council to obtain letters patent erecting the said village municipality into a town municipality, under the authority of the general provisions of the Cities and Towns Act.

The territory of the new town municipality to be the same as that of the former village municipality, the said territory being described as follows:

The village of Gatineau is situate in the first range of the township of Templeton, county of Hull. It is bounded towards the North by the division line between the first and second range, towards the East by lot 14b, towards the South by the Ottawa river, and towards the West partly by the municipality of Pointe Gatineau, and partly by lots 22a and 22b.

The said limits may be more amply described as follows:

All that territory situate in the electoral district of Papineau, in the municipal county of Hull, comprising, in the township of Templeton:

1. In range I lots 15, 16a, lot 16b and its subdivisions, lots 17a, 17b, 18a, lot 18b and its subdivisions, lots 18c, 18d, lot 18e and its subdivisions, lot 18f, lots 19a, 19b, 19c, 19d, 20a, and their subdivisions, lots 20b, 20c, 20d, 21a, 21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21h, 21i, the part of lots 22b South of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway, lots 22c, 22d, 22e, 22f, 22g, the part of lot 47 — right-of-way of the Canadian Pacific Railway — comprised between the West line of lot 21b, and the East line of lot 15;

2. In Kettle island, lot 1, lot 2 and its subdivisions, lots 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, lot 19 and its subdivisions, all of the official cadastre for the township of Templeton, together with the roads, streets, avenues, boulevards, lanes, and the bed of the Ottawa river comprised within the following limits: On the North, the South side of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway on the width of lot 22b, the division line of ranges I and II; on the East, the East line of lot 15 of range I and its prolongation as far as the interprovincial boundary line in the Ottawa river; on the South the said interprovincial boundary; on the West, the part of the West line of lot 21b, of range I North of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway and its prolongation across the said right-of-way, the West line of lot 22b of range I, South of the said right-of-way, the West line of lot 22g, of range I and a curved line in the Ottawa river running Westward around Kettle island to rejoin the said interprovincial line.

The new municipality to be known as "Town of Gatineau".

Given in the Village of Gatineau, this 29th day of the month of June, 1945.

Secretary Treasurer of the Corporation
of the Village of Gatineau.

9864-27-4

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 7 juin 1945, les règlements contenant les articles 1 à 21 inclusivement de "L'Association Sportive de Rouyn, Inc.", tels qu'adoptés aux assemblées spéciales tenues les 10 avril et 11 mai 1945, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10048-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné, conformément à la loi du régime des eaux courantes, Canadian International Paper Co. Ltd., corps politique ayant sa principale place d'affaire à l'édifice Sun Life Insurance Co., Montréal, qui est propriétaire de moulins de pulpe et de papier, de limites à bois et fait de l'exploitation forestière, demande au Lieutenant-Gouverneur en Conseil la permission, de construire, de maintenir et d'exploiter un barrage en béton et une centrale hydro-électrique sur la Rivière Riverin à l'endroit du vieux barrage, qui se trouve à environ 2,000 pieds en amont de l'embouchure de la dite rivière, dans le fleuve St-Laurent, Bloc A, Canton Fitzpatrick, Comté de Saguenay.

Les originaux des plans et devis ont été déposés au Département des Terres et Forêts de la Province de Québec, (Service Hydraulique) et copie des dits plans et devis a été déposée au bureau de la division d'enregistrement du comté de Saguenay à Tadoussac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle.

Québec, ce 14 juillet 1945.

CANADIAN INTERNATIONAL CO., LTD.,
L'Ingénieur Conseil,
10043-29-4-o ZACHÉE LANGLAIS.

HIGH ROCK PHOSPHATES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement No 3

Attendu que la charte de la compagnie stipule que le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Attendu que tous les directeurs, officiers et actionnaires de la compagnie résident présentement à Buckingham, dans le district de Hull, province de Québec.

En conséquence, qu'il soit, par les présentes, résolu et décrété:

Que le siège social de la compagnie High Rock Phosphates Limited, constituée en corporation par lettres patentes le 10ième jour de novembre 1943, soit transporté de Québec à Buckingham, Qué., aussitôt que les formalités nécessaires se rapportant à ce transfert seront entièrement remplies conformément à la Loi des compagnies de Québec.

Adopté unanimement.

Buckingham, Qué., le 18 juin 1945.

Le Président,
O. C. COTÉ.
Le Secrétaire,
W. H. COTÉ.

(Sceau)

10044

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fonda-

Notice is given that, by Order in Council dated June 7th, 1945, the by-laws containing articles 1 to 21 inclusively of "L'Association Sportive de Rouyn, Inc.", as adopted at the special meetings held the 10th of April and 11th of May, 1945, have been approved, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 5th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10048 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, in accordance with the Water-Course Act, that the Canadian International Paper Co. Ltd., a body politic and corporate having its head office in the Sun Life Insurance Co., Building, Montreal, the owner of pulp and paper mills, timber limits and forestry operations, applies to the Lieutenant-Governor in Council for leave to build, maintain and operate a concrete dam and a hydro-electric plant on the Riverin River at the site of the old dam, which is situate at about 2000 feet upstream from the outlet of the said river, into the St. Lawrence river, Block A, Township Fitzpatrick, county of Saguenay.

The original of the plan and specifications has been filed in the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec, (Hydraulic Service) and a copy of said plan and specifications has been forwarded to the Registry Office of Registration Division of the county of Saguenay, at Tadoussac.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the Quebec Official gazette.

Québec, this 14th day of July, 1945.

CANADIAN INTERNATIONAL CO. LTD.
10043-29-4 ZACHÉE LANGLAIS,
Consulting Engineer.

HIGH ROCK PHOSPHATES LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law No. 3

Whereas the charter of the Company sets out that the Head Office of the Company shall be at Québec in the District of Québec.

Whereas all the directors, officers and shareholders of Company now reside at Buckingham in the District of Hull, Province of Québec.

Now therefor be it hereby resolved and enacted:

That the Head Office of the Company, High Rock Phosphates Limited, Incorporated by Letters Patent on the 10th day of November 1943, be moved from Québec to Buckingham, Qué., as soon as the necessary formalities pertaining to such incidence shall have been completely fulfilled in accordance with the Quebec Companies' Act.

O. C. COTÉ,
Président.
W. H. COTÉ,
Secretary.

Buckingham, Que., June 18, 1945.

(Seal)

10044-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of the foun-

tion du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Forestier de St-Côme", en date du cinquième jour de juillet 1945, dont le siège social est à Saint-Côme, comté de Joliette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10049-o JEAN BRUCHÉSI.

WEST AMULET MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement "I"

ATTENDU que la compagnie West Amulet Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) juge convenable de changer le siège social de la compagnie de Duparquet, dans la province de Québec, à la ville de Rouyn, dans la province de Québec.

En conséquence, qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie que l'article 1 des règlements généraux de la compagnie soit rescindé et que le suivant y soit substitué comme étant l'article 1 des règlements généraux de la compagnie West Amulet Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle).

Siège social

1. Le siège social de la compagnie sera en la ville de Rouyn, dans la province de Québec.

Decrété par les directeurs de 11ième jour de juin 1945.

Le président,
CYRIL T. YOUNG.

Le Secrétaire,
F. M. LITTLE.

Sceau

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie West Amulet Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement "I" décrété par le bureau de direction de ladite compagnie dûment convoqué et tenu en la cité de Toronto, Ontario, le 11ième jour de juin 1945, et unanimement ratifié, confirmé, sanctionné et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue en ladite cité de Toronto, le 3ième jour de juillet 1945.

10050

Le Secrétaire,
F. M. LITTLE.

dation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Forestier de St-Côme" under date the fifth day of July, 1945, whereof the head office is at Saint-Côme, county of Joliette, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10049 Under Secretary of the Province.

WEST AMULET MINES LIMITED
(NO PERSONAL LIABILITY)

By-Law "I"

WHEREAS West Amulet Mines Limited (No Personal Liability) deems it advisable to change the principal office of the Company from Duparquet, in the Province of Quebec, to the Town of Rouyn, in the Province of Quebec.

NOW THEREFORE be it and it is hereby enacted as a By-law of the Company that Section 1 of the General By-laws of the Company be rescinded and that the following be substituted as Section 1 of the General By-Laws of West Amulet Mines Limited (No Personal Liability)

"Principal Office

1.—The Principal Office of the Company shall be at the Town of Rouyn, in the Province of Quebec."

ENACTED by the Directors this 11th day of June, 1945.

"CYRIL T. YOUNG,"
President.

"F. M. LITTLE",
Secretary.

(Seal)

I, the undersigned, Secretary of West Amulet Mines Limited (No Personal Liability) do hereby certify the foregoing to be a true and correct copy of By-Law "I" enacted by the Board of Directors of the said company duly called and held at the City of Toronto, Ontario, in the 11th day of June, 1945, and unanimously ratified, confirmed, sanctioned and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the shareholders of the said company duly called for considering the said By-law and held at the said City of Toronto on the 3rd day of July, 1945.

10050-o

F.-M. LITTLE,
Secretary.

Chartes — Abandon de

LA CIE DE PUBLICATION RURALE LIMITEE

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "La Cie de Publication Rurale Limitée" donne avis qu'elle s'adressera au Procureur Général et au Ministre de l'Industrie et du Commerce pour leur demander d'accepter l'abandon de sa charte et en ordonner l'annulation, à compter de la date qu'il leur plaira de fixer.

Montréal, le 13ième jour de juillet 1945.

Le Secrétaire,
A. BERTRAND.

10052 o

Charters — Surrender of

LA CIE DE PUBLICATION RURALE LIMITEE

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "La Cie de Publication Rurale Limitées" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Trade and Commerce, for the acceptance of the surrender of its charter, on and from the date to be fixed by them.

Dated at Montreal, this 13th day of July, 1945.

A. BERTRAND,
Secretary.

10052-o

Avis est par les présentes donné que la compagnie "LaSalle Estates Limited" demandera, en vertu de l'article 25 de la Loi des Compagnies de Québec, la permission d'abandonner sa charte. Montréal, 15 juin 1945.

10053-o

Le Procureur,
F. S. MACKAY.

Notice is hereby given that the company "LaSalle Estates Limited" will apply for leave to surrender its charter under Section 25 of the Quebec Companies' Act. Montreal, 15th June 1945.

10053-o

F. S. MACKAY,
Attorney.

AVIS

THE C. S. HYMAN CO. OF QUEBEC LTD

La compagnie "The C. S. Hyman Co. of Quebec Ltd." donne par la présente avis public que, conformément à la Loi des Compagnies de Québec, elle demandera la permission d'abandonner sa charte.

Daté à London, Ont., ce 13 juillet, 1945.

10054-o

Le Secrétaire,
J.-A. SULLIVAN.

NOTICE

THE C. S. HYMAN CO. OF QUEBEC LTD

The C. S. Hyman Co. of Quebec Ltd, hereby gives notice that it will apply for leave to surrender its charter, in conformity with the Quebec Companies Act.

Dated at London, Ont., this 13th day of July, 1945.

10054

J.-A. SULLIVAN,
Secretary.

Compagnies autorisées à faire
des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Fort Garry Flour Mills Company Limited a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec et sujets aux mêmes formalités actuellement en vigueur dans cette Province.

Le bureau principal de la corporation, dans la province de Québec, est établi au numéro civique 300 rue St-Sacrement, dans la cité de Montréal

Son agent principal, dans ladite Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, est M. Reginald Prentis Kember, de la ville de Mont-Royal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce seizième jour de juillet 1945.

10055

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Intercontinental Lumber Company Limited a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec et sujets aux formalités actuellement en vigueur sans cette Province.

Le bureau principal de la corporation, dans la province de Québec, est établi au bureau de Messieurs Gagnon, de Billy & Home, avocats et procureurs, 80, rue St-Pierre, dans la cité de Québec.

Son agent principal, dans ladite Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, est M. Valmore A. de Billy de 80 rue St-Pierre, dans la cité de Québec, procureur.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce vingtième jour de juin 1945.

10056

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI,

Companies Licensed to do
Business

Notice is hereby given that "Fort Garry Flour Mills Company Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec and subject to the same formalities now in force in this Province.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at civic number 300 St. Sacrement Street, in the City of Montreal

Its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, is Mr. Reginald Prentis Kember, of the Town of Mount Royal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1945.

10055-o

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that "Intercontinental Lumber Company Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec and subject to the formalities now in force in this Province.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at the office of Messrs. Gagnon, de Billy & Home, Barristers and Solicitors, 80 St. Peter Street, in the City of Quebec.

Its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, is Mr. Valmore A. de Billy of 80 St. Peter Street, in the City of Quebec, Solicitor.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1945.

10056-o

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU SAGUENAY—BAR OF SAGUENAY

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION OF THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Gagnon	Domitien	25	Jonquière	Collège St-Laurent et Séminaire de Chicoutimi
Savard	Edmond	25	Laterrière	Séminaire de Chicoutimi

Chicoutimi, le 11 juillet 1945.—Chicoutimi, July 11th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay
JEAN-CHARLES SIMARD
Secretary of the Bar of Saguenay.

9951-28-2-e

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par M. Louis-Joseph Marsolais, notaire, demeurant et pratiquant à St-Jean de Matha, district judiciaire de Joliette, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Amédée Dugas, en son vivant notaire de St-Jean de Matha, district judiciaire de Joliette.

Québec, le 16 juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province.
10057-29-5-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Louis-Joseph Marsolais, notary, residing and practising at St-Jean de Matha, judicial district of Joliette, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes repertory and index of Me Amédée Dugas, in his lifetime notary of St-Jean de Matha, judicial district of Joliette.

Québec, July 16th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI.
10057-29-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 7 juin 1945.

M. François Drouin, avocat, de la cité de Québec: président général des élections.

Québec, 21 juin 1945.

M. Alphonse Garon, avocat et conseil en loi du Roi, de Rimouski: juge des sessions de la paix, avec résidence dans la cité de Québec ou les environs, à compter du 1er juillet 1945.

Québec, 28 juin 1945.

M. Misaël Hébert, journalier, de St-Albert, P. Q.: juge de paix pour le district judiciaire d'Arthabaska.

M. Fernand Bouchard, employé de St-Lawrence Paper Mills Company Limited, St-Alexis-des-Monts, Cté Maskinongé: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Trois-Rivières, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, ch.15).

MM. Edgar Bourret, 410, 4ième Avenue, et J.-Alex. Martin, 30 rue Aberdeen, tous deux enquêteurs à la Commission des prix et du commerce, de la cité de Québec: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; Rosaire Doyon, inspecteur à la Commission des

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, June 7th, 1945.

Mr. Francois Drouin, advocate, of the city of Québec: to be General Returning-Officer.

Québec, June 21st, 1945.

Mr. Alphonse Garon, advocate and King's Counsel, of Rimouski: to be Judge of the Sessions of the Peace, with residence in the city of Québec or the environs, as from the 1st of July, 1945.

Québec, June 28th, 1945.

Mr. Misaël Hébert, laborer, of St-Albert, P. Q.: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Arthabaska.

Mr. Fernand Bouchard, employee of the St-Lawrence Paper Mills Company Limited, St-Alexis-des-Monts, county of Maskinongé: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act. (R.S.Q., 1941, chap. 15).

Messrs. Edgar Bourret, 410 4th Avenue, and J. Alex. Martin, 30 Aberdeen street, both investigators on the Prices and Trade Board, of the city of Québec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Québec; Rosaire Doyon, inspector on the Old Age Pen-

pensions de vieillesse, de St-Isidore, Cté Compton: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; Lucien Venne, inspecteur à la Commission des pensions de vieillesse, de St-Jacques-de-l'Achigan, Cté Montcalm: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Bazile Malo, employé civil, 516 rue Charlevoix, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; William James Abraham, agent d'assurances, de Bourlamaque: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; René Forest, registraire, de St-Jacques, Cté Montcalm: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Joliette et de Montcalm; J.-René Dallaire et William Dean, tous deux ingénieurs de Noranda: juges de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Québec, Abitibi, Rouyn-Noranda et Chicoutimi.—Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, ch. 15).

10058-o

sions Commission, of St-Isidore, county Compton: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Lucien Venne, inspector on the Old Age Pensions Commission, of St-Jacques-de-l'Achigan, county of Montcalm: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Bazile Malo, civil employee, 516 Charlevoix street, Montréal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; William James Abraham, insurance agent, of Bourlamaque: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; René Forest, registrar, of St-Jacques, county Montcalm: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Joliette and Montcalm; J. René Dallaire and William Dean, both engineers, of Noranda: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Quebec, Abitibi, Rouyn-Noranda and Chicoutimi.—The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chap. 15).

10058.

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront conserner.

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS { ATTENDU que, l'article 24 de la Loi 9, Georges VI, chapitre 32 intitulée: "Loi constituant le département des ressources hydrauliques" décrète que cette loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu de fixer la date de l'entrée en vigueur de la dite loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil No. 2477 du 6 juillet 1945 et conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi 9 Geo. VI, chapitre 32, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de ladite loi intitulée: "Loi constituant le département des ressources hydrauliques" soit fixée à la date de publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent conserner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec; Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JO-

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉ-ILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS, section 24 of the Act 9, George VI, chapter 32, intituled "An Act to constitute the Department of Hydraulic Resources" enacts that the said Act shall come into force on such date as it may please the Lieutenant-Gouverneur in Council to fix by proclamation;

WHEREAS it is now expedient to fix the date of the coming into force of the said Act.

THEREFORE, with the advice and consent of our Executive Council expressed in the Order in Council No. 2477 of the 6th of July, 1945, and in conformity with the provisions of section 24 of the Act 9, Geo. VI, chapter 32, We have enacted and ordered and do hereby enact and order that the date of the coming into force of the said Act intituled "An Act to constitute the Department of Hydraulic Resources" be fixed to the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Officielle Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved

SEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D.,
Lieutenant-gouverneur de Notre dite province
de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en
notre cité de Québec, de notre province de Qué-
bec, ce neuvième jour de juillet en l'année mil
neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et
de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province
10059-0 JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Gran-
de-Bretagne, d'Irlande et des territoires bri-
tanniques au delà des mers, défenseur de la foi,
empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront
ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS { ATTENDU que, l'ar-
ticle 27 de la Loi 9
George VI, chapitre 62
intitulée "Loi instituant une curatelle publique"
décrète que cette loi entrera en vigueur à la date
qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil
de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu de fixer la
date de l'entrée en vigueur de ladite loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de
Notre conseil 2563 du 6 juillet 1945 et conformé-
ment aux dispositions de l'article 29 de la loi
Geo. VI, chapitre 62, Nous avons décrété et ordon-
né et par les présentes décrétons et ordon-
nons que la date de l'entrée en vigueur de ladite
loi intitulée: "Loi instituant une curatelle publi-
que" soit fixée à la date de publication de la pré-
sente proclamation dans la *Gazette Officielle de
Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux su-
jets et tous autres que les présentes peuvent con-
cerner sont requis de prendre connaissance et de
se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos
présentes lettres patentes et sur icelles apposer
le grand sceau de Notre Province de Québec;
Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-
Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JO-
SEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieu-
tenant-gouverneur de Notre dite province de
Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en
Notre cité de Québec, de Notre Province de
Québec, ce dixième jour de juillet en l'année
mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne
et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
10060-0 JEAN BRUCHÉSI.

Siège social

WEST AMULET MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que la com-
pagnie West Amulet Mines Limited (Libre de

Major General, the Honourable Sir EUGENE-
MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G.,
D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our
said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Que-
bec, in Our Province of Quebec, this NINTH
day of JULY, in the year of Our Lord nineteen
hundred and forty-five, and the ninth year
of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
10059 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great
Britain, Ireland and the British Dominions
beyond the Weas, King, Défender of the Faith,
Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General { WHEREAS section 27 of
We the Act 9 George VI,
chapter 62, intituled "An Act
to institute Public Curatorship" enact that the said
Act shall come into force on such date as it may
please the Lieutenant-Governor in Council to
fix by proclamation;

WHEREAS it is now expedient to fix the date of
the coming into force of the said Act;

THEREFORE with the advice and consent of
Our Executive Council expressed in the Order
in Council 2563 of the 6th of July, 1945, and in
conformity with the provisions of section 29 of
the Act 9, Geo. VI, chapter 62, We have enacted
and ordered and do hereby enact and order that
the date of the coming into force of the Act in-
titled: "An Act to institute Public Curatorship"
be fixed to the date of the publication of the pre-
sent proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all
others whom these present may concern, are here-
by required to take notice and to govern them-
selves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
Our Letters to be made Patent and the Great
Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto
affixed:

WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved
Major General, the Honourable Sir EUGENE-
MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O.,
M.D., Lieutenant-Governor of Our said Pro-
vince of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Que-
bec, in Our Province of Quebec, this TENTH
day of JULY, in the year of Our Lord, nineteen
hundred and forty-five, and the ninth year
of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
10060 Under Secretary of the Province.

Head office

WEST AMULET MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is Hereby given that West Amulet
Mines Limited (No Personal Liability), incorp

responsabilité personnelle), constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées le 28ième jour d'août 1944, et ayant son siège social et principale d'affaires jusqu'à la date de cet avis à Duparquet, dans le canton de Duparquet, dans le comté d'Abitibi, Québec, a transporté son siège social et principale place d'affaires à l'Hôtel Elwins, dans la ville de Rouyn, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau en la ville de Rouyn sera considéré par la compagnie comme étant le siège social et principale place d'affaires de la compagnie.

Daté à Toronto, ce 3ième jour de juillet 1945.

WEST AMULET MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Le Président,
CYRIL T. YOUNG.

10051

rated in the Province of Quebec by Letters Patent granted on the 28th day of August, 1944, and having its head office and chief place of business up to the date of this notice at Duparquet, in the Township of Duparquet, in the County of Abitibi, Quebec, has moved its head office and chief place of business to Elwins Hotel, in the Town of Rouyn, Quebec.

From and after the date of this notice the said office at the Town of Rouyn shall be considered by the company as being the head office and chief place of business of the company.

Dated at Toronto this 3rd day of July, 1945.

WEST AMULET MINES LIMITED
(No Personal Liability)

CYRIL T. YOUNG,
President.

10051-o

Vente—Loi de faillite

VENTE EN JUSTICE

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 1850, Cour Supérieure.

Dans l'affaire de la succession vacante de feu Avila Dufort.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge Pierre Casgrain rendu le vingt-cinq mai mil neuf cent quarante-cinq (1945), la vente en justice a été autorisée des droits immobiliers suivants savoir :

Le quart indivis d'un immeuble situé à Montréal dans le quartier Sainte-Marie, contenant quarante pieds de largeur par cent treize pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la rue Maisonneuve, connu et désigné sous le numéro six cent soixante-quinze (675) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, à Montréal, avec les constructions ci-dessus érigées et portant les numéros civiques 1452 à 1464 de ladite rue Maisonneuve à Montréal.

Lesdits droits immobiliers seront mis à l'enchère au plus offrant et dernier enchérisseur le neuvième jour d'août mil neuf cent quarante-cinq (1945), au bureau de J. Paul Vermette, le curateur à la succession ci-dessus mentionnée, au N° 57 ouest, rue St-Jacques, chambre 304, à Montréal, à ONZE heures du matin.

Et conformément au jugement rendu par l'honorable Juge P.-F. Casgrain le 12 juin 1945, la mise à prix desdits droits immobiliers sera de mille huit cent soixante-quinze dollars (\$1875.00), montant auquel aucune enchère ne devra être inférieure.

MONTREAL, ce dix-septième jour de juillet 1945.

Le curateur à la succession vacante de feu Avila Dufort.

J.-PAUL VERMETTE.

Bureau de J.-PAUL VERMETTE,
57 ouest, rue St-Jacques, Montréal.
10061-o

Sale—Bankruptcy Act

SALE BY AUTHORITY OF JUSTICE

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 1850.

In the matter of the vacant estate of the late Avila Dufort.

Notice is given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Judge Pierre Casgrain on the twenty-fifth of May Nineteen Hundred and Forty-Five (MAY 25th 1945) the undersigned curator has been authorized to sell the following immoveable rights, to wit:

One fourth (¼) undivided of an immoveable situated at Montreal on Sainte-Marie ward, containing forty (40) feet in width by One hundred and thirteen (113) feet of depth, English measure, bounded in front by Maisonneuve street and designated under number Six hundred and seventy-five (675) on the official plan and book of reference of Sainte-Marie ward in Montreal, with the buildings hereon erected and more particularly those bearing civic numbers from 1452 to 1464, both inclusive, of the said Maisonneuve street at Montreal.

The said immoveable rights will be sold at auction to the highest and last bidder on the Ninth of August Nineteen Hundred and forty-five (August 9th 1945) at the office of J.-Paul Vermette, the curator appointed to the said vacant estate at number 57 St. James St. West, room 304, at Montreal, at Eleven o'clock in the forenoon.

In conformity with a judgment rendered by the Honourable Judge Pierre F. Casgrain on the 12th of June 1945, the minimum bid of the said immoveable rights will be Eighteen hundred and seventy-five dollars (\$1875.00) amount under which no bid will be considered.

Dated at Montreal, on the 17th day of JULY, 1945.

J.-PAUL VERMETTE,

Curator to the vacant estate of the late Avila Dufort.

Office of:

J.-PAUL VERMETTE,
57, St. James Street West, Mtl.

10061-o

VENTE PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

CHICOUTIMI

Fieri facias de bonis et de terris

Cour Supérieure

District de Chicoutimi, } **HALDAIGE LA-**
N° 7420 } **FLAMME**, com-
merçant de chevaux, domicilié à St-Félicien avec
place d'affaires à Chicoutimi, demandeur; vs
CHARLES ET EDMOND BOIVIN, tous deux
de Bagotville, défendeurs.

Contre le défendeur **CHARLES BOIVIN**:

Une ferme étant et comprenant les lots désignés au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi sous les Nos 23A du 10ème rang sud-ouest et 23A du 9ème rang sud-ouest, ces deux lots dans le canton de Chicoutimi mesurent en totalité environ 126 acres; sauf à distraire dudit lot numéro 23A du dixième rang un terrain borné en front vers le nord-ouest par le terrain de William Savard ou représentants et vers le sud-est et le nord-est par le terrain du vendeur Martin, ce terrain mesurant environ un arpent de largeur du sud-ouest au nord-est sur environ un arpent de profondeur du nord-ouest au sud-est et tel que cédé à William Savard par Adélar Tremblay fils de David, avec ratification par Georges Desgagné suivant acte reçu en minute par le notaire Geo. St-Pierre, le 16 mars 1916, N° 12,301, enregistré à Chicoutimi le 18 avril 1916, N° 26,941. Le tout avec toutes les bâtisses érigées sur cette ferme et toutes dépendances. Le tout situé dans la paroisse du canton de Chicoutimi.

Les lots ci-dessus seront vendus en bloc suivant jugement du député-protonotaire du district de Chicoutimi, en date du dix-septième jour de juillet 1945.

Pour être vendue au bureau du shérif du district de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, **JEUDI**, le **VINGT-TROISIEME** jour du mois d'août 1945, à **ONZE** heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **RENÉ DELISLE**,
Chicoutimi, 17 juillet 1945. 10062-29 2o
[Première insertion, 21 juillet 1945]

GASPE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: } **A DELINE FRAN-**
N° 229911 } **COEUR**, demanderesse
vs **EDMOND RIFFON**, défendeur.

Un certain emplacement ou lopin de terre, de forme irrégulière situé dans la paroisse de St-Alban de Cap des Rosiers, comté de Gaspé, Province de Québec, étant mieux connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du Canton de Cap des Rosiers, comme partie du lot N° B-3 au premier rang Est du dit Canton mesurant environ trois quarts d'arpent de largeur par la profondeur du dit lot borné au Nord par la propriété occupée par Owen Gleeton, au sud par Philippe Dunn et Edmond Gleeton à l'est par le chemin du Roi et à l'ouest par le Fronteau

SHERIFFS' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure

District of Chicoutimi } **HALDAIGE LA-**
No. 7420 } **FLAMME**, horse
trader, domiciled at St-Félicien with a place of
business at Chicoutimi, plaintiff; vs **CHARLES**
and **EDMOND BOIVIN**, both of Bagotville,
defendants.

Against the defendant Charles Boivin:

A farm being and comprising the lots described on the official cadastre for the parish of Chicoutimi as Nos. 23A of the 10th Southwest range and 23A of the 9th Southwest range, these two lots in the township of Chicoutimi measuring in all about 126 acres; save to be deducted from said lot No. 23A of the tenth range, a lot of land bounded in front towards the Northwest by the land of William Savard or representatives and towards the Southeast and Northeast by the land of the vendor Martin, the said land measuring about one arpent in width from Southwest to Northeast by about one arpent in depth from the Northwest to the Southeast and as ceded to William Savard by Adélar Tremblay, son of David, with ratification by Georges Desgagné according to deed received in minute by notary Geo. St-Pierre, on the 16th of March, 1916, No. 12,301, registered at Chicoutimi on the 18th of April, 1916, No. 26,941. The whole with the buildings erected on the said farm and all dependencies. The whole situate in the parish of the township of Chicoutimi.

The foregoing lots to be sold "en bloc" according to judgment of the Deputy Protonotary for the district of Chicoutimi, dated the seventeenth day of JULY, 1945.

To be sold at the office of the Sheriff for the district of Chicoutimi, in the Court House, at Chicoutimi, on **THURSDAY**, the **TEENTH-THIRD** day of the month of **AUGUST**, 1945, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, **RENÉ DELISLE**,
Chicoutimi, July 17th, 1945. 10062-29-2
[First insertion, July 21st, 1945]

GASPE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montréal

Montreal, to wit: } **A DELINE FRAN-**
No. 229911 } **COEUR**, plaintiff; vs
EDMOND RIFFON, defendant.

A certain emplacement or parcel of land of irregular figure, situate in the parish of St-Alban de Cap des Rosiers, county of Gaspé, Province of Québec, better known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Cap des Rosiers, as part of lot No. B-3 of the first range East of said township, measuring about three quarters of one arpent in width by the depth of said lot, bounded on the North by the property occupied by Owen Gleeton, on the South by Philippe Dunn, and Edmond Gleeton, on the East by the King's

ou le second rang, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Cap des Rosiers comté de Gaspé le **TRENTE ET UN JUILLET 1945, à ONZE heures de l'avant-midi.**

Bureau du Shérif, Percé, P.Q., le 23 juin 1945. [Première insertion, 30 juin 1945]

Le Shérif,
M. J. FURLONG,
9789-26-2-0

Highway, and on the West by the "fronteau" or second range — with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap des Rosiers, county of Gaspé, on the **THIRTY-FIRST of JULY, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.**

Sheriff's Office, Percé, P.Q., June 23rd, 1945. [First insertion, June 30th, 1945]

M. J. FURLONG,
Sheriff,
9789-26-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: } FRANCIS BROUSSEAU,
N° 235197 } demandeur, vs ALEX-
ANDRE BROUSSEAU & AL., défendeur, & JU-
LIEN BRISSON & AL., ès qual., Mis-en-cause.
Comme appartenant aux défendeurs.

Un morceau de terrain ayant front sur la rue Victoria, situé dans la Ville de St-Laurent, ci-devant le Village de St-Lambert, contenant environ quarante cinq quarante huit pieds de front par cent soixante et quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, formant le lot numéro cent soixante-et-onze (171) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil avec bâtisses; il y aura cependant à distraire de ce lot, une lisière de terrain, à prendre sur le front et acquis par la Ville de St-Lambert, aux fins de l'élargissement de la rue, mesurant environ six pieds et quatre dixièmes de profondeur dans une ligne et cinq pieds et deux dixièmes dans l'autre, par la largeur du dit lot."

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly à Longueuil, le 24ème jour d'août prochain, à onze heures du matin. Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Salvat, en date du 18 juillet 1945.

Bureau du Shérif, Montréal, 18 juillet 1945. [Première insertion, 21 juillet 1945]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE,
10064-29-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour de Circuit — District de Montréal

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES
N° 235309 } D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE ST-LAURENT, demandeurs, vs LES HÉRITIERS DE DAME MARIE-EUGÉNIE BOURDEAU, veuve de Adrien Lefrançois, et JEAN-BAPTISTE LEFRANÇOIS, défendeurs.

1° Un emplacement connu et désigné comme étant la partie sud-ouest d'un lot de terre situé en la Ville St-Laurent, connu sous le numéro 421 (P.S.O.) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, de la contenance de quarante pieds de front sur toute la profondeur qu'il peut y avoir et bornés cette dite partie sud-ouest, en front par le chemin public, en arrière par les lots numéros ci-après décrits en deuxième et troisième lieu, d'un côté au sud par le résidu du lot présentement décrit et de l'autre côté au nord par le lot numéro 422 avec bâtisses dessus construites."

2° Un autre emplacement sis et situé en la dite ville St-Laurent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montréal, to wit: } FRANCIS BROUSSEAU
No. 235197 } plaintiff; vs ALEXAN-
DRE BROUSSEAU & AL., defendants; & JULIEN
BRISSON & AL. es qual., mis-en-cause.

As belonging to the defendants:
A parcel of land fronting on Victoria street, situate in the Town of St-Lambert, heretofore the Village of St-Lambert, measuring about from forty-five to forty-eight feet in front by one hundred and seventy-five feet in depth, English measure and more or less, forming lot number one hundred and seventy-one (171) of the official plan and in the book of reference for the Parish of St-Antoine de Longueuil — with buildings:— However, there shall be distracted from the said lot, a strip of land to be taken from the front and acquired by the Town of St-Lambert, for the purpose of widening the street, measuring about six feet and four tenths in depth in one line and five feet and two tenths in depth in the other, by the width of the said lot.

To be sold, at the Registry Office for the County of Chambly, at Longueuil, on the twenty-fourth day of August next, at eleven o'clock in the forenoon.

A deposit of 10% of the municipal valuation will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Salvat, dated July 18th, 1945.

Sheriff's Office, Montréal, July 18th, 1945. [First insertion, July 21st, 1945]

L. P. CAISSE,
Sheriff,
10064-29-2

Fieri Facias de Terris

Circuit Court — District of Montreal

Montréal, to wit: } THE SCHOOL COMMISS-
No. 235309 } IONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-LAURENT, plaintiffs; vs THE HEIRS OF DAME MARIE-EUGÉNIE BOURDEAU, widow of Adrien Lefrançois; et JEAN-BAPTISTE LEFRANÇOIS, defendants.

1. An emplacement known and designated as being the South-west part of a lot of land situate in the Town of St-Laurent, known under number 421 (S.W.Pt.) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent, measuring forty feet in front by all the depth that there may be and bounded, this said Southwest part, in front by the public road, in rear by the lot numbers hereinafter secondly and thirdly described, on one side to the South by the residue of the lot presently described and on the other side to the North by lot number 422, with the buildings thereon erected.

2. Another emplacement lying and situate in the said Town of St-Laurent, known and designated on the official plan and in the book

Laurent, sous le numéro 453 subdivision officielle numéro 41 (453-41), borné en front vers le sud-ouest par le lot numéro 453-32, en arrière vers le nord-est par le lot 421, du côté nord-ouest par le lot 453-42, du côté sud-est par le lot 453-40, mesurant 40 pieds de largeur par 108 pieds et 11 pouces dans la ligne sud-est et 108 pieds et 8 pouces dans la ligne nord-ouest, formant 4351 pieds et 66 pouces en superficie, mesure anglaise.

3° Un autre emplacement situé en la ville St-Laurent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Laurent, comme étant la partie sud du lot de terre connu sous la subdivision officielle numéro 42 du lot 453 borné en front vers le sud-ouest par le lot numéro 453-32, en arrière vers le nord-est par les lots numéro 421 et 422, du côté nord-ouest par le lot 453-43, du côté sud-est par le lot 453-41, mesurant 40 pieds de largeur par 108 pieds et 8 pouces dans la ligne sud-est et 108 pieds et 5 pouces dans la ligne nord-ouest, formant 4341 pieds et 66 pouces en superficie, mesure anglaise.

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROIS AOÛT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$882.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Bertrand, en date du 3 juillet 1945.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 juillet 1945. 10065-29-2-o
[Première insertion du 7 juillet est nulle]
[Première insertion, 21 juillet 1945]

of reference for the parish of St-Laurent, under number 453 official subdivision number 41 (453-41), bounded in front towards the Southwest by lot number 453-32, in rear towards the Northeast by lot 421, on the Northwest side by lot 453-42, on the Southeast side by lot 453-40, measuring 40 feet in width by 108 feet and 11 inches in the Southeast line and 108 feet and 8 inches in the Northwest line, forming 4351 feet and 66 inches in superficial area, English measure.

3. Another emplacement situate in the Town of St-Laurent, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Laurent, as being the South part of the lot of land known under the official subdivision number 42 of lot 453, bounded in front towards the Southwest by lot number 453-32, in rear towards the Northeast by lots numbers 421 and 422, on the Northwest side by lot 453-43, on the Southeast side by lot 453-41, measuring 40 feet in width by 108 feet and 8 inches in the Southeast line and 108 feet and 5 inches in the Northwest line, forming 4341 feet and 66 inches in superficial area, English measure.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$882 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bertrand, dated July 3rd, 1945.

L.-P. CAISSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 18th 1945. 10065-29-2-o
[First publication of July 7th is null]
[First insertion, July 21st, 1945]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } MONTREAL FINAN-
N° 235565 } MCE CORPORATION
LIMITED, demanderesse vs THEODULE
FRECHETTE, défendeur & Burton C. Empey,
curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaissement.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke ouest, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, étant composé du lot numéro un au plan de redivision officiel du lot numéro quatre cent soixante-onze, lettre "A" au plan de subdivision officiel du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-471A-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du lot deux au plan de redivision officiel du lot numéro quatre cent soixante-douze, lettre "A" au plan de subdivision officiel dudit lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-472A-2) auxdits plan et livre de renvoi officiels, avec la bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 24ième jour d'août prochain, à deux heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$4,450 sera exigé de tout offrandant et enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Salvas en date du 17 juillet 1945.

Le Shérif,
L. P. CAISSE.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 18 juillet 1945. 10066-29-2
[Première insertion, 21 juillet 1945]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: } MONTREAL FINAN-
No. 235565 } MCE CORPORATION
LIMITED, plaintiff; vs THEODULE FRE-
CHETTE, defendant & BURTON C. EMPEY,
curator to the surrender.] As belonging to the
defendant but in the possession of the curator to
the surrender.

That Certain emplacement fronting on Sherbrooke Street West, in the Notre-Dame de Grace Ward of the City of Montreal, being composed of lot number One upon the Official Redivision Plan of lot number Four Hundred and Seventy-one, letter "A" upon the Official Subdivision Plan of lot number One hundred and Eighty-Four (184-471A-1) upon the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, and of lot "Two" upon the official redivision plan of lot number Four Hundred and seventy-two, Letter "A" upon the official subdivision plan of said lot number one hundred and eighty-four (184-472 A-2) upon the said official plan and book of reference, with the building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the 24th day of August next, at two o'clock in the afternoon.

A deposit of \$4,450.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Salvas, dated July 17th, 1945.

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 18th 1945. 10066-29-2-o
[First insertion, July 21st, 1945]

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal à savoir: } **JEAN BAPTISTE BER-**
N° 234679 } **NARD**, demandeur vs
THEODORE PION, Grace Pion, épouse séparée
de biens de Edouard Ross, et ce dernier en autant
que besoin est pour autoriser son épouse aux fins
des présentes, **HENRI PION** et **J.-P. LAMON-**
TAGNE, en sa qualité de curateur à Mlle Maria
Pion, tous en tant qu'héritiers légaux de feu
Dame Albina Pouliot, veuve de Wilfrid alias
Edouard Petitgrew, défendeurs et **Thomas**
Giard, en sa qualité de registraire du bureau
d'enregistrement du comté de Verchères, mis-en-
cause.

"Un emplacement situé en la ville de Belœil,
connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi
officiels de la Paroisse de Belœil comme partie
du lot numéro quarante-neuf (Ptie, 49), conte-
nant environ cent quatre-vingt-dix, pieds de lar-
geur par environ cent dix-sept pieds de profon-
deur, borné en front, au sud-ouest par la rue
St-Hilaire, en profondeur par Elphège Martel
et Henri Lamoureux, du côté sud-est par le ter-
rain appartenant à l'Oeuvre et Fabrique de la
paroisse de Belœil, et du côté nord-ouest par par-
tie du même lot appartenant à Adolphe Gervais,
avec une maison et autres bâtisses dessus cons-
truites;"

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse Saint-Mathieu de Belœil, le
23 août prochain, à onze heures du matin. Un
dépôt de \$40.00 sera exigé de tout offrant ou en-
chérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Mac-
kinnon, en date du 9 juillet 1945.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 17 juillet 1945. L.-P. CAISSE.
10063-29-2-0
[Première insertion, 21 juillet 1945]

PONTIAC

Cour Supérieure — District de Pontiac
Canada } **JOSEPH LAFRENIERE**,
Province de Québec } hôtelier, Gracefield, com-
District de Pontiac } té de Hull, demandeur, et
N° 8459 } **IDLEWILD FISH AND**
GAME CLUB, corps politique incorporé ayant
son siège social à Gracefield, comté de Gatineau,
district de Hull, défendeur

Toutes les bâtisses situées sur le terrain décrit
ci-dessous: partant d'un point sur la ligne de
frontière ouest du canton de Church un mille de
son intersection avec la ligne de division nord
entre le neuvième rang du canton Dorion audit
canton de Church; de là cinq milles au nord
650 ouest; de là deux (2) milles franc nord; de là
cinq milles (5) sud 650 est; delà deux (2) milles
vers le sud su vant la ligne de frontière ouest du
canton Church au point de départ.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement
du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, Québec,
MARDI le **TRENTE ET UNIEME** jour de
JUILLET mil neuf cent quarante-cinq, à **DIX**
heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Campbell's Bay, Québec, le 23 juin 1945. **DOMINIC SLOAN**.
9790-26-2
[Première insertion, 30 juin 1945]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **WALTER ARCHIBALD**,
N° 48652 } plâtrier, domicilié à

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } **JEAN-BAPTISTE BER-**
No. 234679 } **NARD**, plaintiff; vs **THE-**
ODORE PION, **GRACE PION**, wife separate
as to property of Edouard Ross, and the latter in
so far as needs be to authorize his wife for the
purposes hereof, **HENRI PION**, and **J.-P. LA-**
MONTAGNE, in his quality of curator to Mlle
Maria Pion, all as legal heirs of the late Dame
Albina Pouliot, widow of Wilfrid alias Edouard
Petitgrew, defendants; et **THOMAS GIARD**, in
his quality of registrar of the Registry Office
for the county of Verchères, Mis-en-cause.

"An emplacement situate in the town of Be-
lœil, known and designated on the official plan
and in the book of reference of the Parish of
Belœil as part of lot number forty-nine (Pt.49),
measuring about one hundred and ninety feet
in width in front, on the Southwest by St-Hilaire
street, in depth by Elphège Martel and Henri
Lamoureux, on the Southeast side by the land
belonging to the Oeuvre et Fabrique of the Pa-
rish of Belœil, and on the Northwest side by part
of the same lot belonging to Adolphe Gervais,
with a house and other buildings thereon erected;"

To be sold, at the parochial church door of
the parish of Saint-Mathieu de Belœil, on the
TWENTY-THIRD of **AUGUST** next, at **ELE-**
VEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$40 will be exacted from each and
every bidder, pursuant to a judgment of the
Hon. Justice Mackinnon, dated July 9th, 1945.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,
Montreal, July 17th, 1945. Sheriff.
10063-29-2
[First insertion, July 21st, 1945.]

PONTIAC

Superior Court — District of Pontiac
Canada } **JOSEPH LAFRENIERE**
Province of Québec } Hotelkeeper, Gracefield,
District of Pontiac } County of Hull, plaintiff
No. 8459 } and **IDLEWILD FISH**
AND GAME CLUB, body politic and corporate
having its head office at Gracefield, County of
Gatineau, district of Hull, defendant.

All buildings situated on the land hereunder
described as: Beginning at a point on the Western
boundary line of the township of Church one
mile from its intersection with the Northern
division line between the ninth range of the
township Dorion at said township of Church;
thence North 650 West five miles; thence true
North two (2) miles; thence South 650 east five
miles (5); thence, towards the South following
the Western boundary line of township Church
to the starting point two (2) miles.

To be sold at the Registrar's Office for the
County of Pontiac, in Campbell's Bay, Quebec,
on **TUESDAY** the **THIRTY-FIRST** day of
JULY, One thousand nine hundred and forty
five, at **TEN** of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **DOMINIC SLOAN**,
Campbell's Bay, Québec, June 23, 1945. Sheriff.
9790-26-2-0
[First insertion, June 30th, 1945]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: } **WALTER ARCHIBALD**,
No. 48652 } plasterer, domiciled at

Montmorency Village, P. Q., contre Dame YVETTE VERVILLE, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Roland Lessard, voyageur, tous deux domiciliés à 130 avenue Marguerite Bourgeoys, en les cité et district de Québec, et le dit J.-ROLAND LESSARD, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, à savoir:

Les subdivisions 169, 170, 171-3-P. (cent soixante-neuf, cent soixante-dix, cent soixante-onze-2-P.) du lot N° 48-A (quarante-huit-A) du cadastre officiel de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant des emplacements situés Avenue Marguerite Bourgeoys, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 4 juillet 1945. Le Shérif, L. LAPIERRE. 9846-27-2-0
 [Première insertion, 7 juillet 1945]
 [Seconde insertion, 21 juillet 1945]

Fieri Facias
 Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC
 N° 1889/40 } contre Dame JOSEPH SIMARD, de Montréal, veuve de feu Joseph Simard, en son vivant employé civil, à savoir:

1° La subdivision N° 149 (cent quarante-neuf) du lot N° 2344 (deux mille trois cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé à l'endroit appelé "Bijouville", sur l'avenue Lesage, mesurant 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

2° La subdivision N° 150 (cent cinquante) du lot N° 2344 (deux mille trois cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé à l'endroit appelé "Bijouville", sur l'avenue Lesage, mesurant 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

Pour être vendues "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 4 juillet 1945. Le Shérif, L. LAPIERRE, 9847-27-2-0
 [Première insertion, 7 juillet 1945]
 [Seconde insertion, 21 juillet 1945]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour de Magistrat

Cour de Magistrat Mont-Joli.: } J. ISRAEL, marchand, Baie des Sables, vs ÉMILE BERNIER, La Rédemption, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres que le défendeur Émile Bernier, a et peut avoir sur le lot N° Trois, au Cadastre officiel du rang trois du Canton Awantjish, avec bâtisses sus construites.

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement à Amqui, le vingt-un août prochain, 1945, à dix heures de l'avant midi.

Bureau du Shérif, Rimouski, 17 juillet 1945. Le Shérif, CHS D'ANJOU, 10068-29-2-0
 [Première insertion, 21 juillet 1945]

Montmorency Village, P. Q., against Dame YVETTE VERVILLE, wife separate as to property by marriage contract of J.-Roland Lessard, traveller, both domiciled at 130 Marguerite Bourgeoys avenue, in the city and district of Quebec, and the said J.-ROLAND LESSARD, to authorize and assist his wife for the purposes hereof, to wit:

Subdivisions 169, 170, 171-2-P. (one hundred and sixty-nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy-one-2-P.) of lot No. 48-A (forty-eight-A) of the official cadastre for Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward, of the city of Quebec, being emplacements situate on Marguerite Bourgeoys Avenue — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, July 4th, 1945. L. LAPIERRE, Sheriff. 9846-27-2
 [First insertion, July 7th, 1945]
 [Second insertion, July 21st, 1945]

Fieri Facias
 Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
 No. 1889/40 } against Dame JOSEPH SIMARD, of Montreal, widow of the late Joseph Simard, in his lifetime a civil employee, to wit:

1. Subdivision No. 149 (one hundred and forty-nine) of lot No. 2344 (two thousand three hundred and forty-four) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate at the place called "Bijouville", on Lesage avenue, measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, circumstances and dependencies.

2. Subdivision No. 150 (one hundred and fifty) of lot No. 2344 (two thousand three hundred and forty-four) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate at the place called "Bijouville", on Lesage avenue, measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, July 4th, 1945. L. LAPIERRE, Sheriff. 9847-27-2
 [First insertion, July 7th, 1945]
 [Second insertion, July 21st, 1945]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Magistrate's Court

Magistrate's Court Mont-Joli.: } J. ISRAEL, marchand, of Baie des Sables; vs ÉMILE BERNIER, of La Rédemption, to wit:

All rights of occupation, clearing, preemption, improvement and other rights which the defendant Émile Bernier has or may have on lot number three, of the official cadastre for range three of the Township Awantjish, with buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office, at Amqui, on the Twenty-first of August next, 1945, at Ten o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rimouski, July 17, 1945. CHS. D'ANJOU, Sheriff. 10068-29-2
 [First insertion, July 21st, 1945]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski: } EMILE COTÉ, mar-
N° 7338 } chand, Cap-Chat, vs
Dame ELIANNE DUCASSE, veuve de feu
Arthur Boivin, Cap-Chat,
Savoir:

La moitié indivise d'un emplacement dans le Village de St-Norbert du Cap-Chat, sur le lot soixante-cinq-cinquante-cinq au cadastre officiel du premier rang du Canton Cap-Chat, avec maison et dépendances borné au nord, au Chemin public, à l'est à Dame Vve Ernest Roy, à l'ouest à Philippe Roy, au sud à Delphin Pelletier, à charge de la rente foncière payable à Dame Téléphore Roy.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat, le vingt-un août prochain 1945, à trois heures de l'après-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, CHS D'ANJOU,
Rimouski, 17 juillet 1945. 10067-29-2-0
[Première insertion, 21 juillet 1945]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, } Dans une cause dans
Province de Québec, } laquelle: Eastern Lum-
District d'Arthabaska, } ber Ltd corporation
N° 3929. } légalement constituée,
ayant sa place d'affaires à Victoriaville, deman-
deresse, vs EUCLIDE FUGERE, de St-Luc,
district des Trois-Rivières, défendeur, et le dit
EUCLIDE FUGERE, demandeur reconvention-
nelle vs "Eastern Lumber Ltd", défenderesse
reconventionnelle. La dite demanderesse et dé-
fenderesse, reconventionnelle. Le dit défendeur
et demandeur par reconvention.

Comme appartenant au dit défendeur et de-
mandeur par reconvention;

1° Une terre située en la paroisse de St-Luc,
dans le troisième rang de la Seigneurie de Cham-
plain, connue et désignée sous le numéro deux cent
quarante-quatre (N° 244) du cadastre officiel
du comté de Champlain, pour la dite paroisse
de St-Luc, avec une maison et autres bâtisses
dessus érigées.

2° Une terre située en la paroisse de St-Luc
de Vincennes, dans le troisième rang de la Sei-
gneurie de Champlain, connue et désignée sous
le numéro deux cent soixante et treize, (N° 273)
du cadastre officiel du comté de Champlain, pour
la dite paroisse de St-Luc.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse de St-Luc de Vincennes, comté de Cham-
plain, MARDI le vingt et unième jour d'août
1945, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. MERCIER,
Trois-Rivières, le 17 juillet 1945. 10069-29-2-0
[Première insertion, 21 juillet 1945]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Rimouski: } EMILE COTÉ, mar-
No. 7338 } chand, Cap-Chat; vs
Dame ELIANNE DUCASSE, widow of the late
Arthur Boivin, Cap-Chat, to wit:

The undivided half of an emplacement in the Village of St-Norbert du Cap-Chat, on lot sixty-five-fifty-five, of the official cadastre for the first range of the Township Cap-Chat, with the house and dependencies; bounded on the North by the public road, on the East by Dame Wid. Ernest Roy, on the West by Philippe Roy, on the South by Delphin Pelletier, subject to ground rent payable to Dame Téléphore Roy.

To be sold, at the church door of the parish of St-Norbert de Cap-Chat, on the Twenty-first of August next, 1945, at three o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, July 17, 1945. 10067
[First insertion, July 21st, 1945]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, } In a case wherein:
Province of Quebec, } "Eastern Lumber
District of Arthabaska, } Ltd" a corporation
No. 3929 } duly incorporated, hav-
ing its place of business at Victoriaville, plaintiff;
vs EUCLIDE FUGERE, of St-Luc, district of
Trois-Rivières, defendant, and the said Euclide
Fugère, Cross plaintiff, vs "Eastern Lumber Ltd",
Cross defendant; the said cross plaintiff
and cross defendant, the said defendant and plain-
tiff by cross demand.

As belonging to the said defendant and plain-
tiff by cross demand:

1. A farm situate in the parish of St-Luc, in
the third range of the Seigneurie de Champlain,
known and designated under number two hun-
dred and forty-four (No. 244) of the official ca-
dastre of the county of Champlain, for the said
parish of St-Luc, with a house and other buildings
thereon erected.

2. A farm situate in the parish of St-Luc de
Vincennes, in the third range of the Seigneurie
de Champlain, known and designated under
number two hundred and seventy-three
(No. 273) of the official cadastre of the county
of Champlain, for the said parish of St-Luc.

To be sold, at the church door of the parish
of St-Luc de Vincennes, county of Champlain,
on TUESDAY the TWENTY-FIRST day of
AUGUST, 1945, at TEN o'clock of the forenoon.

L.-P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, July 17th, 1945. 10069-29-2
[First insertion, July 21st, 1945.]

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 29**

ACTIONS EN SÉPARATION LE BIENS:

Adami vs Anderson.....	1463
Cohen vs Jaslow.....	1462
Hillaker vs Charby.....	1462
Jezik vs Pascas.....	1462
Lemire vs Gadoury.....	1463

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 29**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Adami vs Anderson.....	1463
Cohen vs Jaslow.....	1462
Hillaker vs Charby.....	1462
Jezik vs Pascas.....	1462
Lemire vs Gadoury.....	1463

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1461	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1461
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Canadian International Paper Co. Ltd.	1465	Canadian International Paper Co. Ltd. (Dam)	1465
Gatineau, village de (Demande d'émission de lettres patentes)	1464	Gatineau, village of (Application for letters patent)	1464
High Rock Phosphates Limited (Règlement)	1465	High Rock Phosphates Limited (By-law)	1465
J.-M. Nault Limitée (Directeurs)	1463	J. M. Nault Limitée (directors)	1463
La Fraternelle de St-Eusèbe (Fondation)	1463	La Fraternelle de St-Eusèbe (Foundation)	1463
L'Association des Entrepreneurs de la Forêt du Lac St-Jean, de Roberval et de Chicoutimi (Formation)	1463	L'Association des Entrepreneurs de la Forêt du Lac St-Jean, de Roberval et de Chicoutimi (Formation)	1463
L'Association Sportive de Rouyn, Inc. (Rèlements)	1465	L'Association Sportive de Rouyn, Inc. (By-laws)	1465
Syndicat Coopératif Forestier de St-Côme (Fondation)	1466	Syndicat Coopératif Forestier de St-Côme (Foundation)	1466
West Amulet Mines Limited (Règlement)	1466	West Amulet Mines Limited (By-law)	1466
CHARTES—ABANDON D		✓ CHARTES—ABANDON DE:	
La Cie de Publication Rurale Limitée	1466	La Cie de Publication Rurale Limitée	1466
LaSalle Estates Limited	1467	LaSalle Estates Limited	1467
The C. S. Hyman Co. of Quebec Ltd	1467	The C.S. Hyman Co. of Quebec Ltd	1467
COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:		✓ COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:	
Fort Garry Flour Mills Company Limited	1467	Fort Garry Flour Mills Company Limited	1467
Intercontinental Lumber Company Limited	1467	Intercontinental Lumber Company Limited	1467
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Saguenay: étude du droit	1468	Saguenay: study of law	1468
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Marsolais, Louis-Joseph	1468	Marsolais, Louis-Joseph	1468
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses	1468	Miscellaneous	1468
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Loi constituant le département des ressources hydrauliques	1469	An Act to constitute the Department of Hydraulic Resources	1469
Loi instituant une curatelle publique	1470	An Act to institute Public Curatorship	1470
SIÈGE SOCIAL:		HEAD OFFICE:	
West Amulet Mines Limited	1470	West Amulet Mines Limited	1470
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Succession Avila Dufort	1471	Estate of Avila Dufour	1471
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Lafamme vs Boivin et al	1472	Lafamme vs Boivin et al	1472
GASPÉ:		GASPÉ:	
Francœur vs Rifon	1472	Francœur vs Rifon	1472
MONTRÉAL:		MONTRÉAL:	
Bernard vs Pion et al	1475	Bernard vs Pion et al	1475
Brousseau vs Brosseau et al	1473	Brousseau vs Brosseau et al	1473
Commissaires d'Écoles du village St-Laurent vs Héritiers Marie-Eugénie Bourdeau et al	1473	School Commissioners of the village of St-Laurent vs Heirs of Marie-Eugénie Bourdeau and al	1473

Montreal Finance Corporation Limited vs Fréchette.....	1474	Montreal Finance Corporation Limited vs Fréchette.....	1474
PONTIAC:		PONTIAC:	
Lafrenière vs Idlewild Fish and Game Club	1475	Lafrenière vs Idlewild Fish and Game Club	1475
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Archibald vs Verville <i>et vir</i>	1475	Archibald vs Verville <i>et vir</i>	1475
Cité de Québec vs Simard	1476	City of Quebec vs Simard.....	1476
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Côté vs Ducasse	1477	Côté vs Ducasse.....	1477
Massé vs Bernier	1476	Massé vs Bernier.....	1476
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Eastern Lumber Ltd vs Fugère.....	1477	Eastern Lumber Ltd vs Fugère.....	1477
10070		10070	

